

À leur réunion de Nassau, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont souscrit aux recommandations du Groupe d'action du Commonwealth sur la crise économique en Afrique concernant les mesures précises à prendre pour redresser l'agriculture africaine. Au Sommet francophone, les principaux points de discussion devraient être les problèmes de l'Afrique et la Session extraordinaire des Nations Unies sur l'Afrique.

### La position du Canada

De l'avis du Canada, l'ampleur du défi que doivent relever les pays africains exige un renouvellement et un renforcement de la collaboration internationale. Nous sommes encouragés par le fait que les leaders africains ont reconnu l'importance capitale de politiques nationales appropriées pour la croissance économique. Nous sommes en faveur d'un accroissement du rôle de la Banque mondiale dans la promotion de l'ajustement, et nous avons contribué au Mécanisme spécial de la Banque mondiale pour l'Afrique sub-saharienne, qui est lié à la réforme des politiques. Au Sommet de Bonn, nous avons réaffirmé notre volonté de renforcer la croissance économique mondiale et de continuer d'appuyer les secours à l'Afrique et le développement africain.

Le Canada a réagi à la crise africaine en contribuant généreusement à l'effort de secours et en adaptant ses grands programmes de développement en Afrique. L'aide canadienne va dans une proportion de 40 à 50 % à l'Afrique, la priorité étant donnée à l'agriculture. M. David MacDonald, coordonnateur des secours d'urgence du Canada, a organisé à travers le pays une série de rencontres auxquelles des représentants du grand public, d'organisations non gouvernementales, des syndicats et du gouvernement ont participé afin d'examiner les nouvelles démarches et orientations envisagées pour rétablir l'économie africaine. Les contributions canadiennes à l'Afrique par les diverses voies devraient s'élever à plus de 850 millions de dollars pendant l'année financière 1985-1986.